

Debout Congolais pour bâtir un pays plus beau qu'avant

■ MUHIGIRWA Rusembuka Ferdinand, S.J.

Au seuil du second cinquantenaire de la revue *Congo-Afrique*, nous avons invité nos lecteurs à prendre « le plus bel élan pour bâtir notre pays plus beau qu'avant » *Ad Majore Dei Gloriam*. Le Congo plus beau qu'avant a besoin d'hommes et de femmes, avec un sens élevé de l'amour de ce pays, soucieux du bien commun, rompus à la bonne gouvernance, mettant en pratique le leadership responsable. Pour bâtir un pays plus beau qu'avant, la Constitution du 18 février 2006 invite les électeurs congolais à aller aux urnes choisir les représentants capables de mettre en œuvre cette vision.

En cette année électorale 2011, la RD Congo se retrouve de nouveau à un tournant décisif de son histoire. Le peuple congolais - souverain primaire - comme en 2006, est invité à choisir ses représentants au cours des élections présidentielles et législatives que nous voulons démocratiques, libres et transparentes. Contrairement aux premières élections de 2006, la communauté internationale ne pilote pas, de fait, le présent processus électoral. Les partis politiques de l'opposition essayent de s'unir. La loi électorale vient d'être votée par les deux chambres. Le processus de révision du fichier électoral et l'enrôlement des électeurs se poursuivent lentement dans les différentes provinces. Les ressources financières pour ce cycle électoral ne sont pas encore toutes réunies par le gouvernement et par la communauté internationale. La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) espère organiser les élections présidentielles dans le délai constitutionnel. Une urgence et une priorité. Si les prochaines élections en RD Congo sont bien organisées,

■ Jésuite. Directeur du CEPAS et Rédacteur en chef de *Congo-Afrique*.
E-mail : muhigirwafsj@gmail.com

elles vont contribuer au processus de démocratisation et de consolidation de la paix en RD Congo.

Trois articles du présent numéro traitent de la thématique des élections. Dans l'exhortation « *Année électorale : que devons-nous faire ?* » du Comité Permanent de la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO) aux fidèles catholiques, aux hommes et femmes de bonne volonté, les évêques catholiques rappellent que c'est par son choix que le peuple congolais « décide de son avenir en confiant à ses élus la lourde responsabilité de présider à son devenir. C'est le lieu de rappeler que la volonté du peuple et ses choix doivent être impérativement respectés. D'où l'importance d'organiser des élections locales pour construire la démocratie à la base et rapprocher ainsi le peuple de ses gouvernants » (n. 6). Les élections prochaines doivent se dérouler « dans le respect strict de la loi électorale, la vérité et la transparence, sans fraude ni manipulation, dans l'apaisement, à l'exclusion de toute dérive autocratique et de toute forme de violence d'où qu'elle vienne » (n. 16).

À la question *Elections, système imposé de l'extérieur ou voie de développement?*, le professeur Jean-Louis Esambo répond en ces termes : « il faut se garder de considérer que, même démocratiquement organisées, les élections soient une voie incontournable de développement. Organisées dans les conditions qui assurent la participation citoyenne, les élections ne peuvent conduire au développement que dans la mesure où ces organes qui en découlent sont constitués de personnes éprises de la volonté de servir et non de se servir. Ces personnes doivent, ensuite, être comptables de leur gestion devant les électeurs et, au besoin, auprès des instances judiciaires compétentes. Le développement d'un pays par les élections dépend donc du choix judicieux de la politique gouvernementale en la matière et de la sélection responsable des organes chargés d'assurer sa gestion ».

Le professeur Obotela Rashidi examine le thème des *Elections 2011 : Profil des candidats et des partis politiques*. Selon l'auteur, « esquisser le profil des candidats et des partis politiques constitue une tâche complexe. Toutes les évaluations réalisées indiquent à quel point le processus électoral est encore mal compris ou très peu appréhendé par le souverain primaire. Vu sous cet angle, faire un plaidoyer pour un vote responsable et patriotique n'est pas le fruit d'une génération spontanée (...) En effet, concernant les élections, les auteurs reconnaissent les insuffisances mais ils recommandent l'indispensable nécessité de l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme d'éducation civique sur le long terme. À propos des partis politiques, les auteurs relèvent le désordre qui caractérise la scène politique où les partis naissent comme stratégies et instruments d'accès à l'enrichissement (...) à base d'intérêts personnels et d'enrichissement facile sur le dos de la population ».

Si le profil des candidats et des partis politiques est une tâche complexe, la question de chantier est problématique. En s'inspirant de la pensée politique de Jacques Maritain, le professeur Crispin Mpululu Nzolambi réfléchit sur *Un chantier fondamental pour la RD Congo : bâtir une société politique digne de ce nom*. Pour lui, la politique des « 5 chantiers » est avant tout « un aveu, l'aveu d'une situation critique dont on ne pouvait se satisfaire. Du reste, la fixation de ces axes prioritaires ne résultait-elle pas de la constatation de la situation de délabrement dans laquelle se trouvait le pays dans chacun de ces axes? Or il y a pire : les 5 priorités retenues dont aucun esprit sérieux ne peut contester l'importance, sont en même temps loin de couvrir tout l'espace de la vie des citoyens et du pays lui-même (...) Certaines dimensions de la vie politique et socio-économique ne sont pas prises en compte par les 5 chantiers : à savoir, la corruption endémique, la répartition inégale des richesses du pays, l'insécurité et la violence, la loi du plus fort et la justice à double vitesse, le déficit des convictions politiques, la gestion des ressources naturelles ».

Comme certains aspects de la vie politique et économique ne sont pas couverts par les 5 chantiers, on comprend le titre de l'article du Dr. Kabamba Patience, *Articulation des modes de production politique chez les Nande en RD Congo*. Cet article dévoile que « les relations et les interactions entre les sujets des réseaux locaux, nationaux et trans-locaux interdépendants, tels que ceux des commerçants Nande ont intentionnellement ou non conduit à un certain type de gouvernance, en l'absence du gouvernement central, à un genre de souveraineté en dehors de la souveraineté de l'Etat ».

Un autre chantier non pris en compte selon Ekolo Adiaka, ce sont *les défis de l'édition en RD Congo*. Même si le bilan de l'édition en RD Congo est négatif, « nous ne pouvons pas désespérer car bien d'opportunités à saisir se présentent à la Nation congolaise pour le développement de l'édition en RD Congo. Notamment, la formation aux métiers d'édition, la formation à la culture de la lecture, la collaboration des acteurs de l'édition et l'approche des autorités de l'Etat congolais pour élaborer une politique du livre. Ces opportunités ouvrent des pistes de réflexion pour aider à l'approfondissement des questions qui se posent avec acuité en vue de la recherche des solutions aux défis de l'édition ».

En cette année jubilaire de la revue *Congo-Afrique*, nous voulons, comme Congolais et Congolaise, nous mettre debout et bâtir notre pays plus beau qu'avant dans l'exercice des nos droits civiques et politiques, dans la construction en RD Congo d'une société politique digne de ce nom, dans la créativité de la gouvernance économique.

MUHIGIRWA Rusembuka Ferdinand, S.J.